

Revaloriser les filières qualifiantes: un faux combat?

■ Orienter positivement les élèves vers le qualifiant, c'est les tromper, estime Philippe Hambye.

Entretien **Stéphanie Bocart**

Les pistes envisagées dans la Déclaration de politique communautaire (DPC) pour améliorer la qualité de l'enseignement (*lire ci-contre*) vont-elles dans le bon sens? Permettront-elles d'éviter la hiérarchisation entre filières et la relégation des élèves en difficultés vers le qualifiant? Philippe Hambye, chargé de cours à l'UCL, sociolinguiste et auteur avec le sociologue

Jean-Louis Siroux (UCL) d'une recherche sur le rapprochement école/entreprise, a accepté d'apporter son éclairage.

La nouvelle majorité PS-CDH souhaite revaloriser l'enseignement technique et professionnel. Qu'en pensez-vous?

Revaloriser le qualifiant pour attirer davantage d'élèves, ce n'est pas une sinécure. Mais pour autant que l'on y arrive, cela pose des questions démocratiques: les personnes qui veulent orienter les élèves vers le qualifiant n'aimeraient pas que leurs propres enfants soient orientés vers ces filières car du point de vue de la formation scolaire même, il y a des inégalités entre les élèves.

Allonger le tronc commun pourrait-il dès lors mettre davantage les enfants sur un pied d'égalité?

Le tronc commun vient répondre à cette inquiétude en essayant de garantir à tous les élèves une espèce de socle commun et puis, après, on différencie. Mais du coup, c'est une différence qui n'est pas une inégalité. Ce serait comme dire: "On va tous être des citoyens formés, intelligents, critiques et puis, après, certains seront ébénistes; d'autres, ingénieurs ou policiers." Mais étant donné la différenciation entre établissements et entre élèves, un tronc commun ne va pas de facto permettre un nivellement vers le haut.

Les élèves qui se sentent prêts à 14 ans à s'orienter vers le qualifiant ne risquent-ils pas de se tourner les pouces pendant un an

avant d'entamer leur formation à un métier?

L'argument selon lequel le qualifiant est un peu la porte de sortie pour des élèves auxquels le général "ne conviendrait pas" est un argument de résignés.

L'ambition est donc de remédier immédiatement aux difficultés pour permettre à tous les élèves d'atteindre les objectifs du tronc commun. Je ne pense pas que les élèves vont s'ennuyer si, en fait, on leur montre que cette école commune est faite pour eux. Et là, toute la question est de savoir si les dispositifs de remédiation annoncés seront suffisants.

Orienter positivement les élèves vers le qualifiant. Est-ce possible selon vous?

Dans la DPC, on peut lire que "le tronc commun permet de s'affranchir des stéréotypes sociaux". Mais la dévalorisation sociale des filières qualifiantes est une réalité, pas un stéréotype! On a l'impression que le monde politique fait semblant de ne pas savoir ce qui rend ces filières peu attrayantes. L'enjeu, ce n'est pas qu'il s'agit de filières manuelles: un chirurgien ophtalmologue qui gagne très bien sa vie travaille aussi avec ses "mains"; par contre, un téléphoniste en call center travaille surtout avec sa tête.

Où cela coince-t-il alors?

Le problème des métiers techniques et professionnels, c'est qu'en général, ils sont mal payés et que ce sont des métiers d'exécution. C'est ça qui fait que ces filières sont dévalorisées et rejetées.

Orienter "positivement" les élèves vers ces filières reviendrait à les tromper?

Oui, c'est vouloir payer les élèves et leurs parents avec de la monnaie de singe. Avec cette orientation positive, on sent qu'il y a une volonté de répondre à la demande des entreprises qui veulent sélectionner plus de candidats et ne pas seulement avoir dans leur personnel qualifié des jeunes qui ont subi des trajectoires de relégation, etc.

Revaloriser le qualifiant, c'est donc "mission impossible"?

On ne peut pas revaloriser d'un coup de baguette magique ce que la société dévalorise de facto. L'enjeu principal de l'orientation ce n'est pas "qui va faire quoi?" Mais bien "comment les différences de diplômes vont-elles justifier des différences de statuts et de salaires dans le monde professionnel?" Mais c'est une réalité de l'école que le politique se plaît souvent à laisser dans l'ombre.

La relégation vers le technique et le professionnel n'est-elle pas aussi et surtout

due à la hiérarchisation très forte de notre système éducatif?

Tout à fait. La dévalorisation se fait dès l'école car la hiérarchisation est inscrite dans les filières et pas simplement sur le marché du travail. Ce qui augmente la désaffection pour ces filières.

"On a l'impression que le politique fait semblant de ne pas savoir ce qui rend les filières qualifiantes peu attrayantes."

PHILIPPE HAMBYE
Chargé de cours à l'UCL.

Les pistes envisagées

La Déclaration de politique communautaire (DPC), le catalogue d'intentions de la nouvelle majorité PS-CDH à la Fédération Wallonie-Bruxelles, fourmille de pistes pour améliorer la qualité de l'enseignement. L'accent a été particulièrement mis sur la lutte contre le redoublement et le choix positif d'une orientation dans l'enseignement secondaire. Pour ce faire, PS et CDH envisagent d'allonger le tronc commun, c'est-à-dire de retarder le choix d'une filière (générale, technique ou professionnelle), de la 2^e à la 3^e secondaire, en y insufflant une dimension polytechnique. Objectif? Permettre au jeune de "poser son choix d'orientation en toute connaissance de cause et de s'affranchir des stéréotypes sociaux", peut-on lire dans la DPC. Un choix qui ne pourra être positif que si l'enseignement qualifiant est revalorisé et "davantage en phase avec les réalités du monde du travail". Voilà pourquoi la DPC prévoit que les stages en entreprises seront généralisés, l'offre de stages sera accrue, le 3^e degré de l'enseignement professionnel sera progressivement transformé en un enseignement en alternance (qui combine formation scolaire et pratique en entreprise)... **St. Bo.**

“Les entreprises ne sont pas et ne seront jamais des lieux de formation”

Toujours avec l'objectif de mieux mettre l'école en adéquation avec le marché de l'emploi, la DPC prévoit de transformer le 3^e degré de l'enseignement professionnel en un enseignement en alternance. Est-ce un emplâtre sur une jambe de bois ou une bonne solution ?

A lire la DPC, il y a une orientation politique qui ne va pas de soi en ce que la mission principale de l'école est désormais qu'elle forme une main-d'œuvre répondant aux besoins des entreprises. Est-ce vraiment ce que nous voulons pour nos enfants ?

En voulant généraliser la formation en alternance, l'école n'est-elle pas dépossédée de son rôle de former les élèves ?

Le seul lieu où une formation peut avoir lieu, c'est dans un lieu qui est dédié à la formation, c'est-à-dire où l'objectif est que l'élève apprenne, fasse des erreurs, etc. Dans une entreprise, un stagiaire ou un élève en alternance est là pour être rentable. Les entreprises ne sont pas et ne seront jamais des lieux de formation ! Néanmoins, rien n'empêche que les

entreprises soient de réels partenaires, au service de la formation. Mais on voit bien que ce n'est pas tout à fait ça l'enjeu : l'enjeu, c'est de pouvoir avoir un contrôle sur la formation, de pouvoir l'orienter et de bénéficier d'une main-d'œuvre gratuite. C'est très problématique.

Mais faire du qualifiant un enseignement en phase avec la réalité du marché de l'emploi, c'est aussi aider à répondre à la pénurie de travailleurs dans certaines professions...

Il y a, en fait, très peu de métiers en pénurie. Prenez les fonctions critiques du Forem qui sont souvent associées à la pénurie. Et bien, quand une offre d'emploi reste vacante plus de 29 jours, ce métier-là peut être considéré en pénurie. Cela veut donc dire, en gros, que si une entreprise veut prendre le temps de sélectionner un candidat, cela peut durer plus de 29 jours et, du coup, on va dire qu'il y a pénurie dans ce secteur. Pour moi, l'adéquation de la formation aux besoins des entreprises facilite le recrutement mais n'augmente pas l'offre d'emplois.

Certaines directions d'école sont sceptiques

■ Anne Magnée, directrice à Liège, ne voit pas l'intérêt d'allonger le tronc commun.

L'idée de travailler par degrés, d'allonger le tronc commun, d'insérer un caractère polytechnique, c'est ce que demandent tous les acteurs de terrain", a défendu, jeudi, en commission, la ministre de l'Enseignement Joëlle Milquet (CDH).

Est-ce vraiment le cas ? Pour Anne Magnée, directrice de l'Institut Maria Goretti à Liège, non. "Je n'aime pas du tout cette appellation de 'tronc commun' parce qu'elle est source de confusions, déplore-t-elle. Chez les gens, cela revient à dire que l'on va laisser pendant trois ans l'enfant dans une filière de transition de l'enseignement général." Par ailleurs, "je ne vois pas l'intérêt de prolonger le tronc commun tel qu'il existe pour le moment puisque plus de

50 % des jeunes font déjà trois ans dans ce 1^{er} degré".

Elle craint en outre que "cela n'aura comme effet que de gonfler les écoles d'enseignement général parce que tout bon parent qui se respecte voudra laisser son enfant jusqu'en 3^e dans une école d'enseignement général et puis, après, éventuellement, l'inscrira dans le qualifiant".

Et puis, c'est sans compter que certains jeunes "sont pressés de pouvoir, enfin, faire ce qu'ils ont envie de faire". Les maintenir un an de plus pourrait les démotiver. "Cela finit par être vecteur de décrochage scolaire", confirme-t-elle. Si pour nombre de jeunes les contours de leur avenir sont encore flous, "il faut faire confiance aux équipes pédagogiques des écoles qualifiantes, souligne la directrice, qui plaide davantage pour "des 3^e années qui seraient orientantes plutôt qu'orientées, où le jeune aurait l'occasion d'expérimenter réelle-

ment des domaines de l'enseignement qualifiant, et pas à l'intérieur d'activités complémentaires à raison de deux ou quatre heures par semaine".

Maintenir les deux filières

Que pense par ailleurs Anne Magnée de l'idée de transformer le 3^e degré du professionnel en un enseignement en alternance ? "Je suis plutôt mi-figue mi-raisin. L'alternance répond au discours de l'entreprise qui veut que les jeunes aient une formation ancrée dans les réalités du monde du travail." Donc, pour certains jeunes, "c'est la bonne piste car ils ont besoin de ce concret". En revanche, "il y a des jeunes qui n'ont pas la maturité pour être plongés à 15-16 ans dans le monde très exigeant du marché de l'emploi". Pour la directrice, "il faut donc maintenir les deux filières : l'alternance et l'encadrement scolaire de plein exercice".

St. Bo.

L'école et l'entreprise, chacun son rôle

Créée en juin 2013, la Fondation pour l'enseignement regroupe les cinq réseaux d'enseignement en FWB ainsi que les deux organisations patronales wallonne (UWE) et bruxelloise (Beci). Sa mission ? Jeter des ponts entre l'école et le monde de l'entreprise. "La Fondation n'a pas pour vocation de s'exprimer sur les modi operandi politiques qui sont choisis", rappelle son secrétaire général Olivier Remels. Néanmoins, "la nécessité d'apporter une culture polytechnique, c'est-à-dire un éveil positif aux métiers, assez tôt dans le cursus des élèves et de manière substantielle, poursuit-il, est une disposition, prévue dans la DPC, que la Fondation ne peut qu'applaudir des deux mains". Mais, tout le défi sera de voir comment il est possible "d'articuler cela avec les dispositifs existants, entre autres, l'enseignement en alternance et les Cefa", avance M. Remels. Le défi consistera aussi à voir "comment faire pour ne pas bloquer un jeune qui veut s'orienter plus tôt vers un métier et qui a 15 ans ou plus". Quant au rôle que l'entreprise a à jouer dans la formation des élèves, "personne ne pense que l'entreprise doit se substituer à l'école, assure-t-il. Les entrepreneurs ne veulent pas de pâles exécutants, mais des jeunes formés, éduqués à la citoyenneté, ayant acquis suffisamment de connaissances générales pour se déployer dans l'environnement complexe d'une entreprise et en appréhender les codes". St. Bo.